

En 2012, sur une circonscription qui avait été découpée par la droite pour tenter de me faire perdre, j'ai gagné les élections législatives. Il est à noter qu'au premier tour, sur la deuxième circonscription, il y avait 18 candidats. Avec 18 candidats, j'ai totalisé 55,43% des suffrages dès le premier tour dans le quartier en ZUS de la Californie à Jarville. Dès le premier tour, j'ai totalisé 41,2% des voix dans la ZUP de Vandoeuvre. Au deuxième tour, j'ai réalisé 76,36% des voix dans le quartier en ZUS de la Californie à Jarville et 60,82% des voix dans la ZUP de Vandoeuvre.

Ces chiffres sont évocateurs, ce sont très majoritairement les plus pauvres, les plus fragiles qui m'ont mandaté pour être réélu député. Je leur dois des comptes et pour cela, je ne voterai pas le Projet de Loi de Financement Rectificative de la Sécurité Sociale. Je suis exactement sur les mêmes positions que Pouria Amirshahi dont vous pouvez lire ci-dessous l'interview donnée à Libération.

Hervé FERON

[L'interview de Pouria Amirshahi à Libération :](#)

«La cohérence de gauche, c'est nous qui l'incarbons»

Si le budget rectificatif a été adopté mardi dernier à une très large majorité, le vote du budget rectificatif de la Sécurité sociale, qui a lieu ce mardi après-midi, s'annonce plus serré, tant le texte s'attire les foudres de plusieurs députés socialistes. En pleine conférence sociale, les députés doivent se prononcer sur un texte qui traduit en actes le «pacte de responsabilité» de François Hollande. Ce projet de loi prévoit de financer une baisse massive des cotisations sociales acquittées par les entreprises à l'aide d'un plan d'économies de 50 milliards d'euros d'ici à 2017. Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger, fait partie des frondeurs socialistes critiques envers la politique du gouvernement.

Les frondeurs vont-ils voter le texte du gouvernement ?

Dans leur grande majorité, non. Le texte qui nous est présenté aujourd'hui n'est pas acceptable. Il s'agit de baisser les cotisations sociales de 41 milliards d'euros au bénéfice incertain du redressement productif, mais avéré de certaines entreprises qui n'en ont pas besoin. Ces largesses vont être supportées par les salariés, les ménages et les retraités dont le gouvernement a choisi de geler les pensions. Nous, les députés de «l'appel des cent», allons nous réunir ce mardi. Je sens une détermination à ne pas accepter ce grand renoncement à l'œuvre qui valide des thèses injustes et qui n'ont fonctionné nulle part. Jusque-là, le

gouvernement a utilisé comme méthode le musellement, avec la procédure de réserve des votes, ou la provocation, en cédant plus facilement aux injonctions patronales qu'en écoutant une partie de sa majorité, comme sur la pénibilité.

Mardi dernier, les frondeurs ont voté en faveur du budget rectificatif. Vous vous apprêtez, avec d'autres, à ne pas voter celui de la Sécurité sociale. Où est la cohérence ?

C'est vrai que nous avons proposé des amendements au projet de loi de finances rectificative (PLFR), notamment sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (Cice), qui ont été rejetés. Mais le Parlement doit juger des textes et seulement des textes. Celui sur le budget reste critiquable, mais il prévoit de sortir du barème de l'impôt des gens qui n'avaient pas à y entrer, et un dégel, même minime, de certaines prestations sociales. Ma responsabilité, avec d'autres, était de veiller à la cohésion et à la pérennité de l'appel des cent. Ce vote-là permettait cette cohésion. Il amenait chaque parlementaire à juger en fonction du texte, et pas du contexte. La cohérence de gauche, c'est nous qui l'incarbons. Quand le gouvernement veut développer 34 filières industrielles, alors ayons la cohérence d'aider les boîtes exposées à la concurrence internationale, et pas toutes, à l'aveugle.

Quel bilan tirez-vous des discussions sur le budget ?

On a fait progresser une question essentielle dans le débat public. Au moment où le libéralisme est en faillite, c'est une faute d'avoir recours à des solutions qui reposent pour l'essentiel sur la baisse du coût du travail et sur la diminution de la capacité financière de l'Etat. Nous avons aussi installé un fait parlementaire inédit dans la Ve République. Il est maintenant question de sortir de la verticalité du pouvoir, pour assumer une vraie séparation entre les pouvoirs. La France de Montesquieu doit enfin ressembler à elle-même. Lorsque le gouvernement propose une feuille de route, il revient au Parlement et à lui seul d'en délibérer souverainement.

Sur quoi va déboucher le mouvement impulsé par les frondeurs ?

Nos amendements n'ont pas été retenus. Mais certains ont recueilli les suffrages des radicaux, du MRC, des écologistes et du Front de gauche. D'un côté, des solutions discutables divisent la gauche et sèment la discorde entre socialistes. De l'autre, des solutions discutées font l'unité de toute la gauche. Il y a là un sillon à creuser. L'université d'été à La Rochelle, où il n'y aura aucun enjeu de vote, doit permettre d'avoir un dialogue avec les militants.

Mais au-delà des seuls partis, il faut reconstruire une relation de confiance et d'engagement commun avec les dépositaires de notre victoire en 2012, ceux qui se sentent abandonnés, mais restent disponibles pour reformuler un projet combatif et moderne. Notre modèle productiviste et consumériste est intenable. Le mouvement de demain doit être la synthèse de la démocratie, du socialisme et de l'écologie. C'est ce que la gauche n'a pas réussi à faire. Il n'y a aucune raison, si ce n'est le sectarisme de ceux qui veulent toujours critiquer ou l'arrogance de ceux qui ne veulent que gouverner, pour ne pas y arriver.

Propos recueilli par Rémy Dodet.